

ASS/GF/II/MG

2024-008

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 23 JANVIER 2024**

**OBJET : MISE EN ŒUVRE DES MESURES CONSERVATOIRES AVANT LE VOTE DU BUDGET  
ANNEXE EAU POTABLE 2024 – ANNEXE**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 17 janvier 2024
---	--	---------------------------	---

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-trois janvier à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240123-2024-008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/01/2024

Publication : 26/01/2024

Pour le Maire



Vu l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la circulaire NOR/INT/B/89/00017/C  
Vu la liste des engagements portant mesures conservatoires avant vote du Budget annexe Eau potable 2024,

Considérant la nécessité de recourir aux mesures conservatoires pour l'exercice 2024,

Attendu que le budget principal et les budgets annexes seront soumis à l'approbation du conseil municipal avant la date limite prévue du vote soit le 15 avril 2024.

Jusqu'à l'adoption de ces budgets et conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses de la section d'investissement, l'article prévoit la possibilité, sur autorisation de l'organe délibérant et jusqu'à l'adoption du budget, d'engager, de liquider et de mandater ces dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Cette disposition appelle les commentaires suivants :

-il ne s'agit pas à proprement parler d'une inscription de crédits dans la mesure où cette inscription n'intervient que lors de l'adoption du budget. Ainsi, l'assemblée délibérante autorise l'ordonnateur à engager, liquider et mandater des dépenses d'équipement pour des dépenses qu'elle précise jusqu'à concurrence d'un montant déterminé et s'engage à ouvrir les crédits correspondants lors de l'adoption du budget,

-L'assemblée délibérante peut prendre une ou plusieurs délibérations ayant un tel objet. Pour chaque dépense qu'elle autorise, l'assemblée délibérante en précise le montant et l'affectation. Par affectation, il faut entendre la détermination des dépenses d'investissement autorisées et la ventilation des sommes correspondantes aux chapitres et articles budgétaires d'imputation. En conséquence, l'ordonnateur ne peut faire de virements (ou de réaffectations) portant sur les différentes autorisations de dépenses que lui a accordées l'assemblée délibérante.

Le montant des crédits pouvant être engagé pour le budget principal apparaît comme suit :

<b>BUDGET</b>	<b>Budget + DM 2023 (en euros)</b>	<b>limite autorisée mesures conservatoires 2024 (en euros)</b>
BUDGET ANNEXE EAU POTABLE	837 296,75	209 324,19

L'article L. 1612-1 du CGCT prévoit que l'autorisation doit préciser le montant et l'affectation des crédits. La répartition suivante vous est proposée en annexe.

Il est nécessaire que soit décidée la mise en œuvre des mesures conservatoires pour le budget annexe Eau potable 2024 et pour les opérations d'investissement dans les limites sus indiquées.

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'autoriser** la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget annexe eau potable 2024 et pour les dépenses d'investissement d'autoriser l'exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de **80 000,00 €**.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**Et décide :**

**1/ D'autoriser** la mise en œuvre des mesures conservatoires avant l'adoption du budget annexe eau potable 2024 et pour les dépenses d'investissement d'autoriser l'exécutif dans les limites suivantes de la liste jointe en annexe pour un montant de **80 000,00 €**.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,  
Sylvie DANRÉ

